

La commission européenne a inscrit le projet pyrénéen dans les 152 pouvant bénéficier de fonds européens. Dans un premier temps, ce sont les études qui seront financées à hauteur de 50 %. Avant d'espérer près de 200 millions pour le chantier.

Comme un symbole. Un an après la remise en service de la liaison ferroviaire Oloron-Bedous, le 26 juin 2016, l'exécutif régional aquitain a appris ce vendredi que le projet de remise en service du tronçon manquant entre Bedous et Canfranc et la modernisation de la section Canfranc-Huesca venait d'être retenu pour bénéficier de fonds européens.

7,5 millions d'euros

Concrètement, l'Union devrait dans un premier temps financer les études à hauteur de 50 %, soit 7,5 millions sur les 15 millions d'euros prévus. Si le conditionnel est encore de mise, c'est parce que cette enveloppe, comme celle des autres projets retenus, doit être validée par les États membres qui se réunissent le 6 juillet.

Le projet Pau-Canfranc-Saragosse fait en effet partie des 152 projets européens qui viennent d'être inscrits au MIE (Mécanisme de l'interconnexion en Europe). Un programme qui a pour dessein la réalisation et la modernisation des infrastructures, avec un fort volet transfrontalier. Le projet cohabite avec 18 autres projets français comme l'extension de la gare Saint-Charles à Marseille,

ou le contournement ferroviaire de Lyon. Pour ces 152 projets, la commission, qui milite pour la relance de l'investissement, propose en tout de budgéter 2,7 milliards d'euros cette année.

40 % des travaux espérés

Le président du conseil régional Alain Rousset se félicite en tout cas de cette bonne nouvelle. « Cela prouve que nous avons eu raison d'insister. C'est fabuleux ». D'autant que, selon l'intéressé, elle annonce la participation de 40 % aux travaux de remise en état de la voie, chantier évalué « de 350 à 450 millions d'euros ». 40 %, c'est en tout cas ce que peut potentiellement assurer l'inscription d'un projet au MIE. L'engagement européen aurait ensuite un effet levier auprès des États. On serait donc autour de 200 millions d'euros.

Quoi qu'il en soit, cette annonce est déjà une première victoire pour l'Aragon et la Nouvelle-Aquitaine qui ont multiplié les actions de lobbying depuis l'automne. Le 21 septembre dernier, le président aquitain et son homologue aragonais Javier Lamban avaient ainsi choisi l'Université de Pau pour préparer le déplacement commun à Bruxelles, le 18 octobre, jour du dépôt de candidature au MIE.

Ce mini-sommet palois avait à l'époque été qualifié de « décisif » par les élus aragonais. Pour justifier la sélection du projet franco-espagnol, la commission a pris en compte la présence d'une imposante plateforme logistique à Saragosse, « Plaza », mais aussi l'opportunité de proposer un tracé alternatif par les Pyrénées.

Selon une étude commandée par le gouvernement d'Aragon, les industriels de la province seraient prêts à envoyer un quart du volume total de marchandises qui transite actuellement par les routes, soit 2,6 millions de tonnes. De plus, l'Aragon, qui a racheté la monumentale gare de Canfranc, travaille à un projet de valorisation du site axé sur le tourisme. La perspective de voir un jour de nouveau circuler les trains devrait donner un peu plus de corps à cette ambition.

« Cette annonce est un pas décisif » s'est en tout cas réjoui le président aragonais ce vendredi soir.